

Carte blanche à...

→ Michaël Chetrit et Mahor Chiche (1)

# Darfour : sortir de l'impasse

« **D**arfour. (...) Après la Somalie et le Rwanda, voici donc de nouvelles victimes qui viennent heurter la conscience de l'Occident et lui demander de l'aide. Que leur répondons-nous ? » Ainsi s'exprimait Bernard Kouchner en décembre 2006, avant sa nomination au Quai d'Orsay, pour fustiger l'inertie du monde face à la tragédie du Darfour, qui a déjà fait plus de 300 000 morts et 2 millions et demi de déplacés depuis avril 2003 dans cette région de l'ouest du Soudan.

Le chef de la diplomatie française s'est assigné une feuille de route sur le Darfour : « Améliorer la situation humanitaire et progresser vers le déploiement d'une force hybride ONU/UA et une solution politique », tout en soulignant que « ce n'est pas la France seule qui va régler ce problème. Notre volonté est de travailler avec la communauté internationale, et d'abord avec l'Union européenne. »

Ainsi, dès le 31 mai dernier, il a pu convaincre ses homologues du G8 d'inscrire à l'ordre du jour du sommet, qui se déroulera du vendredi 6 au dimanche 8 juin prochain en Allemagne, la mise en place, sous mandat de l'ONU, de « corridors humanitaires » vers le Darfour, à partir du Tchad et de la Centrafrique.

Tollé des organisations humanitaires françaises (Action contre la faim, Médecins sans frontières...). Ces ONG, qui assurent la survie de centaines de milliers de Darfouris dans les camps de déplacés, redoutent que de tels couloirs humanitaires ne créent « une confusion entre humanitaires et militaires ». On comprend l'argument : éviter à tout prix une confrontation avec la junte en place à Khartoum et ses milices, qui pourrait provo-



Septembre 2004. Les réfugiés darfouris du camp de Mourni reçoivent l'aide humanitaire (des sacs de riz) en provenance des États-Unis

PHOTO AFP

quer l'expulsion des ONG et une hécatombe dans les camps de réfugiés. Déjà, ces organisations s'étaient opposées à l'idée d'une intervention militaire au Darfour. Ces avertissements doivent être pris en considération.

Reste, aujourd'hui, à passer à l'action. Un morbide compteur tourne au Darfour et il n'est pas sur le point de s'arrêter. Il serait naïf de croire qu'une diplomatie molle pourrait résoudre le problème. Quatre ans après les négociations stériles et les échanges

de missives entre le président soudanais et les secrétaires généraux successifs de l'ONU, nous ne pouvons plus ignorer la nature réelle du pouvoir central soudanais. Un régime massacreur qui fait des gestes d'ouverture dès lors que la pression monte et se ravise dès lors que celle-ci apparaît moins crédible. Il est temps qu'une véritable mobilisation politique pour le Darfour succède à la seule aide humanitaire ou générosité financière.

Dès lors, la France ne doit pas

se tromper de stratégie. Pour parvenir à une paix durable au Darfour, c'est à une démocratisation de l'ensemble du Soudan qu'il faut œuvrer. La dictature soudanaise, issue d'un coup d'État en 1989, a exacerbé toutes les divisions ethniques pour s'arroger les richesses pétrolières du pays, d'abord en intensifiant un djihad au Sud-Soudan contre les populations animistes et chrétiennes qui a fait près de 2 millions de morts, puis exploitant au Darfour les antagonismes des nomades arabes musulmans contre les agriculteurs africains, tout aussi musulmans, car ces derniers s'étaient rebellés pour réclamer une part des richesses du pays.

Les Soudanais, arabes ou africains, sont excédés par dix-huit années de dictature. En 1989, ils n'avaient d'ailleurs accordé que 10 % de leurs voix aux islamistes aux élections qui précédèrent le coup d'État de ces derniers.

Dès lors, l'association Sauver le Darfour appelle la France à la réunion d'une conférence internationale en vue de parvenir diplomatiquement à l'arrêt des massacres et à la démocratisation du Soudan au moyen, tout d'abord d'une négociation ferme avec la Chine — quitte à lui sécuriser son accès au pétrole soudanais ou à la menace d'une non-participation aux Jeux olympiques de Pékin — mais également grâce à la mise en œuvre d'un isolement économique et politique complet du Soudan, ainsi qu'à l'interdiction de survol du pays.

Les États-Unis ont récemment adopté des sanctions unilatérales, notamment de nature économique, contre le Soudan; la France doit en faire de même, comme s'y est engagé le candidat Nicolas Sarkozy. Le temps des tergiversations doit maintenant prendre fin. Le temps de l'action est venu.

SUD OUEST  
Dimanche

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres »

S.A. DE PRESSE ET D'ÉDITION DU SUD-OUEST au capital de 268 400 €  
8, rue de Cheverus, 33094 Bordeaux Cedex.  
Téléphone : 05.56.00.33.33.

Principaux associés : GSO.SA, SIRP, Société civile des journalistes, Société des cadres.

1944-1968  
Jacques Lemoine, fondateur.  
1968-2001  
Jean-François Lemoine.

Présidente d'honneur : Mme E.-J. Lemoine.

Conseil de surveillance : Hubert de Caslou, président

Président du Directoire, Directeur de la publication : Jean-Claude Bonnaud

Directeur de l'information : Patrick Venries.

Rédacteur en chef : Yves Harté.

N° commission paritaire : 0410 C 86478.

Imprimé par SAPESO. Tirage du dimanche 27 mai 2007 : 346 112 exemplaires.

**SUD-OUEST PUBLICITE**  
16, rue Margaux, 33000 Bordeaux  
Tél. 05.56.00.35.88  
Fax 05.56.00.34.95

Régies extra-locales  
● Publicité : **COM > QUOTIDIENS**  
Tél. 01.55.38.21.00  
Fax 01.55.38.21.23  
● Annonces classées extra-locales : **ESPACE REGIONS**  
19/21, rue Saint-Denis  
92513 Boulogne-Billancourt Cedex  
Tél. 01.55.38.21.70  
Fax 01.55.38.21.81

Prix : **1,60 €**  
(dont 2,10 % de TVA)  
**ABONNEMENT**  
3 mois : 20 €  
6 mois : 40 €  
12 mois 78 €

## Revue de presse

### Une guerre éclair lourde de conséquences

Le 5 juin 1967 éclatait la guerre des Six-Jours, la troisième guerre israélo-arabe depuis la création d'Israël, en 1948. Les plaies sont loin d'être cicatrisées

#### À lire sur Internet

■ **courrierinternational.com.** Les extraits de presse reproduits ci-contre sont tirés d'un dossier spécial publié dans le dernier numéro de « Courrier international ».

■ **thedailyworldpress.com.** Pour consulter la presse étrangère.

#### HAARETZ

##### ISRAËL

Le quotidien de Tel-Aviv porte un regard critique sur la politique israélienne menée depuis quarante ans vis-à-vis des territoires « libérés » : « Cette année 2007 marque le 40<sup>e</sup> anniversaire de ce que les uns considèrent comme l'occupation de la Cisjordanie et l'annexion de Jérusalem-Est, et de ce que les autres voient comme la libération de la Judée-Samarie et la réunification de Jérusalem. Sur la façon de nommer cet événement, on le voit, il n'y a aucun consensus, ni entre Israéliens, ni entre nous et nos voisins, et pas même au sein de la communauté internationale. Ce qui est sûr, c'est qu'un fil conducteur guide la politique israélienne depuis quarante ans : l'ambiguïté. » Avant de conclure : « Il est plus confortable pour nous de nous contenter d'une feuille de route sans lignes directrices et de célébrer notre "union nationale" autour de slogans vides de sens. »

#### MIPTAH.ORG

##### CISJORDANIE

Les Palestiniens de Jérusalem sont très inquiets de l'intensification des combats interpalestiniens : « On peut dire sans exagération que les Palestiniens vont devoir soulever des montagnes pour mettre fin à l'occupation des territoires, et notamment de Jérusalem. Toutefois, les Israéliens ne sont pas les seuls à saboter les chances de voir naître un État palestinien. Les Palestiniens eux-mêmes sont empêtrés dans des luttes fratricides, insensées et destructrices, qui les ont ramenés très loin en arrière sur le chemin de leur libération. Et si nous continuons dans cette voie de l'autodestruction, Israël n'aura plus besoin de s'employer à anéantir la cause palestinienne comme il le fait depuis tant d'années. Nous y serons parvenus tout seuls », peut-on lire sur le webmagazine « Miftah ».

##### RAMALLAH

Un article sur « Shafaf », un site d'information arabe, est consacré à la condition des quelque 1 250 000 Arabes citoyens d'Israël : « La minorité de Palestiniens restés sur le territoire israélien après 1948 a dû se battre contre les tentatives d'effacer son identité et a réussi à la préserver. Victimes de discriminations, ils ont réussi à développer une vie culturelle, artistique, littéraire et politique d'une grande vitalité. » Selon un récent sondage, seulement 9,4 % des Arabes israéliens sont favorables à l'idée d'un État binational, un seul État sur toute la Palestine historique. Ils sont 25,5 % à être attachés au principe de deux États pour deux peuples — voilà qui dément les accusations des Israéliens qui pensent que les Palestiniens souhaitent la disparition de leur pays. Et 60 % d'entre eux comptent participer aux prochaines élections israéliennes.